

## Aux racines de la révolte roumaine



On le dit ivre de pouvoir. Plus simplement, on dit des gens qui sont atteints de cette maladie qu'ils "ont perdu la tête". C'est ce que le président du Parti social-démocrate (PSD) de Roumanie, Liviu Dragnea, entend dire de plus en plus souvent. Ce sont d'abord des Roumains, des citoyens ordinaires, qui se sont rassemblés spontanément dans le centre de Bucarest pour manifester contre lui et contre le gouvernement socialiste. Ensuite, c'est l'opposition libérale et une partie de ses collègues. Ancienne ministre du dialogue social, Aurelia Cristea a démissionné, mercredi 1er février, du PSD. " *Je ne peux pas être solidaire avec le groupe de factieux qui -dirige actuellement ce parti* ", a-t-elle déclaré.

Le 11 décembre 2016, lors des dernières élections législatives, le PSD avait écrasé l'opposition libérale avec un score de 46 %. Mais M. Dragnea n'avait pu réaliser son rêve de -devenir premier ministre en raison d'une condamnation à deux ans de prison avec -sursis infligée au printemps 2016 pour fraude électorale. Le 30 décembre, il mettait à la tête du nouveau gouvernement son " homme de paille ", Sorin Grindeanu, avec la mission de blanchir le casier judiciaire de son chef. Les décrets passés en catimini, dans la nuit du 31 janvier, avaient pour but d'effacer la condamnation de Liviu Dragnea, de limiter le pouvoir des procureurs et de gracier plus de 2 000 hommes politiques et hauts fonctionnaires envoyés derrière les barreaux ces dernières années.

### UNE POPULATION EXASPÉRÉE

C'était compter sans les réactions de la rue et des magistrats soutenus par le président libéral, Klaus Iohannis. " *Aujourd'hui, c'est une journée de deuil pour l'Etat de droit*, avait déclaré le chef de l'Etat, mercredi 1er février. *Le gouvernement a ignoré le rêve de millions de Roumains libres qui veulent vivre dans un pays débarrassé de la corruption. Ce gouvernement a annulé les efforts faits par des millions de Roumains pour faire de la Roumanie un pays respecté en Europe. Le contrôle exercé par la majorité au Parlement n'est pas un chèque en blanc.* "

Les procureurs qui étaient à l'origine de l'opération mains propres ont eux aussi réagi aux dérapages du gouvernement. " *Quand j'ai pris connaissance des décrets, j'ai pensé que c'était une blague*, a affirmé Laura Codruta -Kovesi, la procureure chef du Parquet national anticorruption (DNA) et l'héroïne de la foule de manifestants en colère. *Puis j'ai compris le danger qu'ils repré-sentaient. Un risque énorme pèse sur le système judiciaire.* "

Mais la grande surprise a été la réaction de la rue. Depuis le 1er février, des centaines de milliers de Bucarestois protestent place de la Victoire, où siège le gouvernement. La tentative de l'exécutif d'assouplir la législation anticorruption a réveillé la colère d'une population exaspérée par ce fléau. En 1990, dès la chute de la dictature communiste, cette même place avait été investie par les manifestants. Des jeunes étaient sortis pour gronder contre les apparatchiks du Parti communiste qui avaient pris le pouvoir après la chute du dictateur -Nicolae Ceausescu, en décembre 1989. L'actuel PSD est l'héritier de ce parti et les vieilles habitudes ont repris le dessus avec l'arrivée de -Liviu Dragnea à sa tête, en 2014.

Mais si le parti n'a guère changé, les Roumains, eux, ne sont plus les mêmes. L'émergence d'une classe moyenne a modifié la donne, et la réaction de la rue contre la tentative du gouvernement visant à mettre fin à la campagne anticorruption a eu un effet -fédérateur. Si, en 1990, ce sont les jeunes qui s'étaient élevés contre le pays de leurs parents, aujourd'hui, ce sont trois générations qui participent aux manifestations marathons de la place de la Victoire : enfants, -parents et grands-parents. Pour la première fois depuis la chute de la dictature communiste, les Roumains se sont rassemblés autour d'une perspective commune : une résistance acharnée contre la corruption et contre une classe politique déconnectée des réalités. " *Nous sommes devenus un peuple qui a conscience d'un moi collectif* ", souligne le philosophe Gabriel Liiceanu.

Eduqués, un peu insolents et pleins d'humour, les jeunes Roumains font preuve d'une incroyable créativité face à un gou-vernement qui, au nom d'un vote massif en sa faveur, a cru qu'il pouvait faire n'importe quoi. " *Les jeunes utilisent les réseaux sociaux et les nouvelles technologies pour des actions à dimension sociale,*

explique l'anthropologue Vintila Mihailescu. *La culture de la révolte a mûri en Roumanie.* " Le conflit qui oppose aujourd'hui la société civile au gouvernement reflète une fracture profonde, à savoir la confrontation entre deux Roumanie. D'une part un pays vieilli, appauvri et facile à manipuler, d'autre part un pays jeune, dynamique et connecté à la modernité. C'est cette partie de la société roumaine qui s'est révoltée contre un gouvernement déconnecté du présent.

La chute de la dictature communiste, en décembre 1989, a été le début d'un cycle historique qui se termine avec la révolte anticorruption initiée par les Roumains depuis le 1er février. A Bucarest, devant le siège du gouvernement, et dans une centaine d'autres villes, des milliers de jeunes continuent le marathon des manifestations. Ils représentent la nouvelle Roumanie née des cendres de l'époque communiste. Ils organisent une résistance paisible en militant pour le respect de la loi et pour une Europe fortifiée par la foi dans la démocratie. Un mouvement exemplaire dans une Europe en dérive.

**Mirel Bran**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

Face au massacre dans les prisons de...

**article suivant** ▶

Un système à bout de souffle...